

BERTRAND, Gilles, *Le conflit helléno-turc. La confrontation des deux nationalismes à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Maisonneuve & Larose/IFEA, 2003, 390 p.

Frédéric Lasserre

Volume 36, numéro 4, décembre 2005

La redéfinition de la puissance américaine

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012449ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/012449ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lasserre, F. (2005). Compte rendu de [BERTRAND, Gilles, *Le conflit helléno-turc. La confrontation des deux nationalismes à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Maisonneuve & Larose/IFEA, 2003, 390 p.] *Études internationales*, 36(4), 586-588. <https://doi.org/10.7202/012449ar>

conclusion. À cela s'ajoute une bibliographie très restreinte (on peut d'ailleurs se demander si un tel ouvrage n'aurait pas mérité que chacune des entrées soit dotée de pistes bibliographiques), de même qu'un bien utile index des noms (lieux, pays, personnages, traités et accords, partis et organisations politiques, etc.) Il faut aussi souligner la présence de tableaux récapitulatifs à la fin de chacune des parties du livre, tableaux qui permettent, pour chacun des conflits traités, de visualiser en un coup d'œil l'essentiel des événements clefs s'étant déroulés à chaque décennie du siècle.

Puisqu'il serait vain de vouloir résumer et critiquer ici chacune des entrées, nous nous attarderons surtout à souligner certaines faiblesses structurelles de l'ouvrage. De fait, là où le bât blesse, c'est dans le choix des différents conflits traités. D'emblée, l'absence des deux guerres mondiales parmi les entrées laisse le lecteur dubitatif. Soit, la collection dans lequel le livre est publié comporte un ouvrage sur chacun de ces deux conflits. Cependant, un examen plus attentif permet de voir que plusieurs autres conflits d'envergure ou du moins d'importance ne sont pas davantage abordés. Quelques exemples suffisent : la guerre russo-japonaise (1905-1906), la guerre civile qui suit la révolution russe de 1917 et qui voit les interventions étrangères, la guerre sino-japonaise des années 1930, la guerre civile espagnole (1936-1938), la guerre entre l'Italie et l'Éthiopie (1935-1936), etc. De même, l'examen de l'entrée portant sur l'Irak démontre qu'un total d'environ sept pages traite de la

guerre Iran-Irak et de la guerre du Golfe alors que la dernière guerre d'Irak (celle de 2003) est abordée sur plus de trente pages. Il y a bien là un déséquilibre difficilement explicable autrement que par un parti pris pour la période très récente.

Sans vouloir nier les mérites ni l'intérêt de l'ouvrage, celui-ci se déploie donc selon une perspective (trop) récente et ne mérite donc pas son titre, lequel induit le lecteur en erreur s'il croit trouver là un ouvrage accordant *grosso modo* aux conflits pré-1945 une place équivalente à celle des conflits post-1945... En l'état, il aurait peut-être été plus juste d'intituler le livre *L'indispensable des conflits depuis 1945*. Il est vrai que cette faute revient peut-être davantage à l'éditeur qu'à l'auteur. En dépit de ces critiques, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là d'un ouvrage utile, bien que ce soit pour ce qu'il est en réalité et non pour ce que laisse entrevoir son titre.

Martin LAROSE

Département d'histoire et d'études culturelles  
Philipps-Universität Marburg, Allemagne

**Le conflit helléno-turc.  
La confrontation des deux  
nationalismes à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.**

BERTRAND, Gilles. Paris, Maisonneuve & Larose/IFEA, 2003, 390 p.

L'ouvrage de Gilles Bertrand propose une relecture des conflits entre Grèce, Turquie et Chypre à l'aune d'un paradigme plus ouvert et, à mon sens, plus intéressant que celui des strictes relations internationales. En se proposant d'analyser l'ensemble du conflit helléno-turc, depuis l'indépendance de la Grèce en

1830, mais essentiellement dans la période récente, l'auteur explique qu'il ne prétend pas nous enseigner quelque révélation nouvelle sur son histoire, mais bien plutôt analyser, à diverses échelles, le jeu de l'ensemble des acteurs, et non plus seulement des relations entre les États.

Gilles Bertrand, qui signe ici une version modifiée de sa thèse de doctorat, a bien conscience que son ouvrage s'inscrit dans une longue tradition de textes sur le conflit étudié. Il en mentionne plusieurs en introduction, et plus encore en bibliographie, y compris des sources grecques et turques – il est donc permis de supposer que l'auteur, dans le cadre de ses recherches, a eu accès à la littérature produite par les deux parties, de même que de nombreuses entrevues ont été menées auprès des acteurs grecs et turcs. Parmi les auteurs dont il fait mention, M. Bertrand souligne particulièrement les analyses de Dimitri Kitsikis, *L'empire ottoman* (1994), ou encore de Semih Vaner (dir), *Le Différend gréco-turc* (1988), sans préciser si ces ouvrages ou d'autres textes ont eu sur lui une influence majeure – et c'est tant mieux. En revanche, M. Bertrand s'en prend à la théorie du « choc des civilisations », parfois avancée par certains politiciens et journalistes, et aussi par certains chercheurs, dont son auteur, pour définir un nouveau paradigme des relations internationales postguerre froide. Récusant toute analyse en termes de choc entre « civilisation musulmane » et « civilisation orthodoxe » qu'Huntington lui-même est bien en peine de définir, tout comme la notion de « haines ancestrales » chère aux analyses des

tabloïds, l'auteur s'emploie plutôt à démontrer en quoi les tensions reflètent, beaucoup plus qu'un mécanisme nécessaire de conflit entre cultures différentes, les transformations des appareils politique et de la société, en Grèce comme en Turquie post-ottomane. Le conflit gréco-turc est présenté comme « un ensemble d'interactions au niveau international dont une grande partie résulte avant tout de processus parallèles de construction de l'État-nation par des élites occidentalisées à qui se pose le problème de la définition de la nation » – on pourrait ajouter : et de la légitimité de leur pouvoir. C'est pour parvenir à étayer cette hypothèse que M. Bertrand procède par des analyses à plusieurs échelles, en tenant compte d'une multitude d'acteurs, en particulier des associations, mouvements, groupes de pression, partis politiques, dont le jeu, tout autant que les politiques des divers gouvernements et en interaction avec ceux-ci, contribue à orienter les lignes politiques du conflit.

La partie théorique est fort intéressante, malgré quelques formules un peu lapidaires dont le sens peut échapper au lecteur. Les parties qui entrent dans le vif du sujet témoignent d'un réel souci d'équilibre dans la présentation des différends, ainsi que d'une analyse systématique des sources secondaires et primaires disponibles. L'auteur ne néglige pas non plus les tensions régionales (tensions gréco-albanaises, 1992 ; conflit sur la reconnaissance de la Macédoine ; guerres de Yougoslavie et relations entre Belgrade et Athènes, qui, d'ailleurs, dément totalement la présence d'un quelconque front

commun orthodoxe, mais souligne l'instrumentalisation des discours nationalistes par les acteurs).

On trouve des imprécisions ou des aspects perfectibles dans cet ouvrage, comme dans tous les autres. Ainsi, l'orthographe de noms de chefs d'État ou de gouvernement, comme *Kroutchev* pour Khrouchtchev, répété à plusieurs reprises, laisse penser à une relecture hâtive, de même que Enver *Hodxa* en lieu et place de Hoxha. Dans un autre registre, dans le différend gréco-macédonien, l'auteur semble accepter la thèse grecque selon laquelle les Macédoniens de l'Antiquité parlaient un dialecte grec, constituaient donc un peuple grec, et que, partant, l'héritage macédonien antique, dans son ensemble, appartient à la Grèce ; or, cette interprétation, qui est partisane, demeure sujette à débat, car, si la cour de Philippe II et d'Alexandre parlait la langue commune grecque – *ἑϊίΠ* (koinè) – la langue macédonienne de l'époque s'apparentait plutôt au thrace ancien et à l'illyrien, selon plusieurs historiens et linguistes. Mais ce sont là des points de détail, qui n'enlèvent rien à la qualité de l'analyse, pas plus que la prise de position finale de l'auteur, en conclusion, ne saurait relativiser la portée de son essai. En effet, M. Bertrand conclut que les accords de paix fondés sur la partition – Inde/Pakistan, Bosnie, Chypre, pour n'en nommer que quelques-uns – ne sont que des machines à fabriquer des ennemis, en consacrant une division ethnique là où elle n'existait pas nécessairement avant l'avènement des discours nationalistes. On peut comprendre sa position ; y a-t-il d'autres solutions ?

Un seul regret, à la lecture de cet ouvrage, mais l'auteur n'y est pour rien : avec les développements récents à Chypre (référendum du 23 avril 2004 sur le plan de paix de l'ONU, rejeté par la partie grecque mais approuvé par la partie turque ; entrée de la République de Chypre dans l'Union européenne ; rebondissements dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union), la dernière partie est quelque peu incomplète, mais constitue une excellente grille de lecture des événements actuels. Un excellent ouvrage donc, tant pour la qualité des informations présentées, que pour leur traitement et leur portée théorique sur l'origine des conflits nationaux.

Frédéric LASSERRE

*Département de géographie et  
Observatoire de recherches internationales sur l'eau  
HEI, Université Laval, Québec*

## MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

### **Globalization and Inequality. Neoliberalism's Downward Spiral.**

*RAPLEY, John. Boulder, CO, Lynne Rienner,  
2004, 193 p.*

On peut se demander ce qu'un autre ouvrage sur la mondialisation peut apporter de neuf. Une recherche de ce thème sur le moteur *Google* donne 878 000 titres en français et 4 600 000 en anglais. Comme le phénomène évolue rapidement, les études émanant de diverses disciplines permettent une mise à jour de ses tenants et aboutissants. Il est intéressant de noter que le dernier Forum économique mondial de Davos a retenu comme principaux thèmes de discussion, non pas l'économie mon-